

ment d'être tout disposé à sacrifier non seulement les intérêts de l'Empire mais ceux du Canada dans un effort vain pour apaiser la population des Etats-Unis. Il n'a pas craint de dire :

Vous, habitants de cette ville, exigez du gouvernement canadien qu'il vous dise, avant samedi soir...

C'était le soir de l'élection.

...si le tarif préférentiel dont jouit le bois doit disparaître. Voilà la question en jeu dans cette élection partielle. Le Gouvernement, je le sais, a convenu...

Remarquez bien comment le nouvelliste de son propre journal a communiqué ses paroles aux gens qui ne les avaient pas entendues à la radio ou qui n'assistaient pas à la réunion :

"Je sais que votre gouvernement a convenu", et là M. Bennett fit une pause, ce qui laissait à penser que le gouvernement s'était engagé à faire certaines choses au sujet des exportations de bois de constructeur canadien.

"Je sais que votre gouvernement a convenu" et puis une pause qui prêtait à des conclusions, mais le reporter de la presse conservatrice n'a pas voulu courir le risque de l'interprétation qu'une personne d'intelligence bornée pourrait donner à cette pause. Il a exprimé ce que le très honorable représentant a voulu donner à entendre, selon lui.

Il ajouta :

"Que le pays sache qu'on a réglé la question en cachette, qu'on l'a discutée à huis clos. Jamais je n'ai été aussi préoccupé au sujet d'affaires publiques de ce genre et on n'a pas besoin d'être prophète pour en voir l'aboutissement. C'est de l'hypocrisie de prétendre qu'on fait cela au nom sacré de la paix."

Monsieur l'Orateur, le jour même où les journaux de Vancouver et de Victoria rapportaient cette affirmation extraordinaire, des dépêches rédigées sur un ton fort différent arrivaient d'Australie. Le *Vancouver Province* publiait le compte rendu suivant émanant de Sydney :

Dans un récent discours sur la situation du Pacifique, le premier ministre Lyons lança un sérieux avertissement sur les dangers que l'Australie courait en cas de guerre et préconisa fortement une entente entre l'Empire britannique et les Etats-Unis.

M. Lyons exposa les dangers qui menaçaient aujourd'hui les routes commerciales australiennes et envisagea les possibilités d'un blocus de l'Australie.

"Nous devons développer l'amitié et la collaboration d'autres nations désireuses de suivre le sentier de la paix", dit M. Lyons, "et à cet égard le gouvernement australien travaillera à établir entre l'Empire britannique et les Etats-Unis une entente politique et économique cordiale.

"Nous croyons que l'Empire britannique et les Etats-Unis, travaillant en étroite collaboration peuvent être un facteur irrésistible de raison et de conciliation."

En face d'événements de plus en plus horribles chaque jour, cette grande nation dut abandonner une noble tentative et faire cause com-

mune avec les nations qui recherchaient la paix et non la guerre.

Toute politique visant à garantir la sécurité de l'Australie doit reposer sur la collaboration commerciale et militaire avec les autres nations de l'Empire et sur l'entente politique et économique avec les Etats-Unis.

Tel était, tant en matière de défense qu'en matière d'accords commerciaux que projetaient entre eux la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le programme que nous avons exposé lors de la campagne qui a précédé l'élection complémentaire et sur lequel devaient se prononcer les électeurs d'une des villes les plus conservatrices et les plus britanniques de tous le Dominion. La magnifique victoire remportée à l'élection complémentaire ne s'explique ni par le billet rouge, billet libéral, ni par le gaspillage des deniers publics, ni par un abus de privilège de la part du ministre de la Défense nationale, ni par les fautes qu'auraient pu commettre les amis du candidat libéral (M. Mayhew) ou le Gouvernement. Elle s'explique par l'exposition nette et précise des problèmes en cause. Avec ceux qui ont pris part à la campagne, j'ai demandé aux électeurs de se prononcer, au scrutin, sur les questions suivantes : premièrement, êtes-vous en faveur du programme de défense tel que le Gouvernement l'a étendu en ce qui concerne le littoral du Pacifique? Deuxièmement, approuvez-vous le Gouvernement du Canada quand il cherche, de concert avec la Grande-Bretagne et les autres nations de l'Empire britannique, à faire naître un accord raisonnable entre l'Empire britannique et des Etats-Unis? C'est sur ces questions qu'ils ont enregistré leurs voix.

On s'est dit d'avis qu'il était injuste de reprocher au régime précédent sa politique de défense, parce qu'il agissait de concert avec les autres nations dans la poursuite d'un programme de désarmement mondial.

Jamais une conférence de la Société des Nations n'a envisagé la nécessité pour le Canada de désarmer, parce que celui-ci n'a jamais été armé. Les remarques du très honorable chef de l'Opposition qu'a rapportées dernièrement *Liberty* font plus que le confirmer. Le rédacteur déclare que *Liberty* avait eu l'honneur, il y a deux ans, de publier l'article du très honorable R. B. Bennett, ex-premier ministre du Canada, que je vais citer. Par conséquent lorsque le très honorable député a écrit cela, il n'avait pas la responsabilité du pouvoir; il était dans les froides et tranquilles régions de l'opposition et il avait tout le temps voulu pour réfléchir. Or voici quelle est son idée d'une politique de défense nationale pour la protection du Dominion :

Nous avons souscrit gaiement à des pactes internationaux, parce que d'autres le faisaient. Eussions-nous hésité le moins à apposer